

# Document

## Articles de presse d'avril 2012

### Table des matières

#### International

#### **Economie**

- Les bulles immobilières resurgissent. (03.04)
- Le Brésil, locomotive de l'économie mondiale. (11.04)
- En Grèce, un millier d'entreprises disparaissent chaque semaine. (21.04)

## Un article du figaron.fr du 2 avril

### Les bulles immobilières resurgissent. (03.04)

#### Les prix immobiliers s'envolent dans certains pays en raison de politiques monétaires trop accommodantes.

À Berlin, les prix immobiliers ont augmenté de près de 10 % en un an. À Toronto, où il se construit deux fois plus de gratte-ciel qu'à New York, les prix sont en hausse de 30 % depuis 2006. En Australie, ils ont augmenté de 15,5 % depuis 2007. Malgré la crise - ou à cause d'elle! - les bulles immobilières resurgissent.

Au Canada, les autorités s'en inquiètent. Les prix nationaux seraient surévalués de 75 % par rapport aux loyers. En Australie, la bulle reste alimentée par l'immigration et la hausse des prix des matières premières, mais personne ne s'en soucie. *«Cela fait pourtant penser à l'Espagne des années 2006-2007!»* remarque l'économiste Patrick Artus.

En Europe, où les dernières bulles n'ont pas fini d'éclater en Espagne, en Irlande, ou au Royaume-Uni, c'est le cas allemand qui intrigue le plus. En un an, les prix de l'immobilier ont grimpé de plus de 5 % outre-Rhin. Dans le centre de Munich ou d'Hambourg, les prix s'envolent, alimentés par des acheteurs étrangers.

Le phénomène est si nouveau, en Allemagne, qu'il mobilise l'attention des médias. Le président de la Bundesbank, Jens Weidmann, s'en est ému dans une note officielle. Il tire argument de la hausse des prix immobiliers allemands pour demander à la Banque centrale européenne (BCE) de replier ses mesures d'assouplissement monétaire, qui ont abouti à injecter quelque 1000 milliards d'euros de liquidités dans le circuit du crédit depuis le mois de décembre.

Le bulle allemande a beau être modeste, comparée au reste du monde, le président de la «Buba» n'a pas tardé à trouver le coupable: cet argent frais injecté par milliards par les banques centrales depuis le début de la crise, en sus des taux d'intérêt maintenus à des taux historiquement bas, entre 0,25 % et 1 % de part et d'autre de l'Atlantique.

La politique monétaire de la Fed, la Banque centrale américaine - sur laquelle se calque la Banque centrale du Canada - et la thérapie de choc de la BCE écrasent les taux d'intérêt à court et long terme, notamment les rendements des obligations d'État à 10 ans, à partir desquels sont calculés les taux d'emprunt immobiliers des ménages qui s'endettent à taux fixe.

#### Les banques centrales doublement responsables

Profitant de l'aubaine, les ménages des pays les moins touchés par la crise financière de 2010 - Allemagne, Pays-Bas - s'endettent, parfois jusqu'à l'excès, comme au Canada, et font grimper les prix. Les spéculateurs, comme toujours, se joignent à la partie, moins à Berlin qu'à Vancouver, où les prix au mètre carré, comparés aux revenus disponibles, sont les plus élevés du monde anglo-saxon.

Les banques centrales sont doublement responsables. Non seulement elles baissent les taux, mais, en imprimant des billets, elles alimentent les craintes d'inflation et l'appétit pour les valeurs sûres, dont la pierre fait partie.

En Europe, la crise de la dette a propulsé l'immobilier au sommet des valeurs refuge, notamment en Allemagne. Alors qu'ils privilégiaient les dettes d'État italiennes ou espagnoles jusqu'en 2010, les investisseurs institutionnels allemands placent désormais leurs excédents d'épargne dans l'immobilier commercial. Les ménages qui ont de l'épargne à placer font le même raisonnement.

## Un article de l'expansion.fr du 10 avril

### Le Brésil, locomotive de l'économie mondiale. (11.04)

#### Les échanges du Brésil devraient croître deux fois plus que le commerce mondial au cours des 15 prochaines années

L'économie brésilienne est en pleine expansion : selon HSBC Trade connections, Trade Forecast (fév. 2012), l'activité commerciale brésilienne connaîtra dans les quinze prochaines années une croissance de 163%, soit le double de celle des échanges mondiaux (86%). Sur cette période, le pays devrait arriver en sixième position mondiale pour la croissance de ses échanges commerciaux. Cette année, la croissance de son économie devrait se maintenir à +3% (comme en 2011) et accélérer au dessus de +3,5% en 2013, selon les prévisions du groupe Euler Hermès. L'organisation de la Coupe du monde de football en 2014 et des Jeux Olympiques à Rio en 2016 constituent des opportunités à court terme.

Le grand défi pour ce pays immense, riche en matières premières : construire des infrastructures (routes, voies ferrées, lignes électriques) pour désenclaver l'intérieur du pays, où se trouvent les matières premières, et le relier aux grandes villes en pleine croissance, telles Rio de Janeiro, Sao Paulo et Belo Horizonte.

Autre priorité du gouvernement : développer la production industrielle. Le pays se positionne clairement pour devenir leader de la production d'éthanol à partir de la canne à sucre. L'émergence d'une classe moyenne avide de consommer constitue aussi une belle opportunité pour les investisseurs.

Les opportunités sont réelles pour les entreprises... à condition d'être conscient des contraintes : système d'imposition complexe, taxes élevées et bureaucratie puissante.

Ces obstacles ne découragent pas les pays émergents comme le Vietnam et l'Indonésie mais surtout la Chine, dont les échanges avec le Brésil devraient fortement augmenter dans les prochaines années. Pour preuve : l'ouverture, cette année du gigantesque complexe portuaire Superporto do Açu, l'un des plus grands du monde, et déjà surnommé " l'autoroute vers la Chine ".

## Un article de [lexpansion.com](http://lexpansion.com) du 20 avril

### En Grèce, un millier d'entreprises disparaissent chaque semaine. (21.04)

Jusqu'à un millier d'entreprises individuelles auront mis la clé sous la porte chaque semaine en Grèce au premier semestre 2012 en raison de la grave crise dans laquelle s'enfonce le pays, a estimé vendredi la Commission européenne, qui tente d'enrayer le problème.

*"La Grèce fait face à une crise économique et sociale sans précédent qui se reflète dans la situation des petites et moyennes entreprises: six entreprises sur dix ont vu leurs revenus baisser en 2011 et 150.000 emplois ont été perdus"*, a indiqué la Commission dans un communiqué en marge de la visite à Athènes vendredi du commissaire européen à l'Industrie, Antonio Tajani. *"On estime que pendant le premier semestre 2012, jusqu'à 1.000 petites entreprises auront fermé chaque semaine"*, ajoute le communiqué, qui ne fournit pas d'estimations sur le nombre d'entreprises parallèlement créées.

La Commission plaide en conséquence en faveur d'une aide accrue à ces sociétés, auto-entrepreneurs et entreprises familiales, qui forment l'essentiel du tissu économique grec. Depuis septembre dernier, l'Union européenne via sa Task force pour la Grèce tente notamment de trouver les moyens de remédier à l'assèchement du crédit dont souffrent les PME, les banques, déficitaires, coupées des marchés et dépendantes de la BCE, ayant suspendu les prêts. En mars, un fonds spécial de garantie, doté de 500 millions d'euros, a été créé par l'UE pour favoriser par le biais de la Banque Européenne d'Investissement l'octroi de prêts aux PME à hauteur d'un milliard d'euros.

Selon la Commission, en 2010, la Grèce comptait 742.600 très petites entreprises, employant au total 2,512 millions de salariés, soit plus de 85% de l'emploi total du pays, un niveau record dans l'UE. Ces structures produisent 35,3% de la valeur ajoutée du pays contre 21,8% en moyenne dans l'UE. Avec 14% des salariés en moyenne en Grèce, contre 33% dans le reste de l'Union, les grandes entreprises créent elles 28% de la valeur ajoutée, ce qui souligne la faible productivité des petites entreprises en Grèce, ajoute la Commission.